

j'ai proposé d'établir une commission nationale mixte de l'industrie du bâtiment. C'est ce que nous avons fait, et le Canada a connu moins de grèves dans l'industrie du bâtiment que tout autre pays en guerre. Nous entretenons des relations très étroites avec les deux éléments de l'industrie du bâtiment, les employeurs et les syndicats.

La PRÉSIDENTE: Puis-je demander si vous tentez un effort en vue de faire venir les familles de ces immigrants?

L'hon. M. MITCHELL: Je viens de le dire à M. . . .

La PRÉSIDENTE: Je songe aux parents de ceux que vous faites venir actuellement. Ils nous arrivent en qualité de célibataires et laissent leurs responsabilités en Europe.

L'hon. M. MITCHELL: Ce problème n'est-il pas aussi vieux que celui de l'immigration même, madame la présidente? Lorsque je suis arrivé de Grande-Bretagne au Canada, des milliers et des milliers d'hommes mariés venaient seuls, puis faisaient venir leurs familles plus tard. J'ai fait la connaissance de ma femme au cours de la première guerre mondiale. Je suis revenu au Canada où nous nous sommes mariés, comme de raison, mais il m'a semblé qu'il convenait d'examiner la situation et de m'assurer que nous y trouverions un nid.

La PRÉSIDENTE: Ce qui nous frappe vivement, c'est qu'en laissant ces femmes, ces épouses, dans les camps, nous ne réglons ni leur problème ni celui de l'Europe.

M. MACNAMARA: Je crois que nous pouvons dire, madame la présidente, que chaque fois que nous pouvons trouver un logement à un immigrant, nous faisons venir sa famille.

L'hon. M. ROEBUCK: Il est bien naturel que les nouveaux venus s'établissent d'abord, mais en même temps nous devrions leur accorder toutes facilités. . .

L'hon. M. MITCHELL: Oh! j'en conviens. . .

L'hon. M. ROEBUCK: . . . de faire venir leurs familles par la suite. Les membres du présent Comité connaissent un grand nombre d'individus qui sont venus au Canada il y a quinze ou vingt ans, qui ont tâché de ramasser un peu d'argent en vue de faire venir leurs familles, mais la guerre s'est déclarée, et ils ne sont pas encore réunis.

L'hon. M. MITCHELL: Où sont-ils? Disséminés dans tout le Canada?

L'hon. M. ROEBUCK: Non, leurs parents, évidemment, sont en Europe. Je peux vous citer le cas d'un Tchecoslovaque qui est arrivé ici quelques années avant la guerre, qui a gagné de l'argent (qui est actuellement à la banque), puis la guerre a éclaté. Il a augmenté son pécule durant la guerre, et il est allé chercher ses parents en Tchecoslovaquie, mais il a découvert qu'ils se trouvaient en territoire russe. Après les avoir cherchés en vain pendant quelque temps, il apprit qu'ils se trouvaient en territoire russe, sans toutefois pouvoir les en faire sortir. Finalement, dégoûté, il a demandé de rentrer au Canada, et nous ne voulons pas l'admettre. Il est en panne là-bas, à Prague, pendant que sa femme est de l'autre côté de la frontière, en Russie, et on l'empêche même de revenir ici. Il n'avait pas pris la précaution de se faire naturaliser durant son séjour au Canada. Or, il est possible d'éviter pareil gâchis en consacrant un peu de temps et même un peu d'argent à tâcher de réunir les familles.

L'hon. M. HAIG: Vous ne pouvez tout de même pas faire sortir cette épouse?

L'hon. M. ROEBUCK: Non. Ce n'est qu'un exemple, poussé à l'extrême, de ce qui arrive parfois dans des tragédies de ce genre.